

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

17 MARS 2000

Projet de loi portant modification de l'organisation judiciaire à la suite de l'instauration d'une procédure de comparution immédiate

AMENDEMENTS

N° 1 DE M. VAN QUICKENBORNE

Art. 4

Dans la modification 2^o, proposée à cet article, de l'article 91 du Code judiciaire, remplacer les mots « avant sa première audition par le juge du fond » par les mots « au moment où le juge d'instruction décerne un mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate ».

Justification

Le texte actuel dispose que l'inculpé peut formuler la demande de renvoi devant une chambre composée de trois juges avant sa première audition par le juge du fond. Cette possibilité équivaut à saboter tout le système du mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate: si l'inculpé peut demander le renvoi devant le juge du fond, l'affaire ne pourra évidemment plus être traitée le jour même par les trois juges et cela entraînera sans doute sa libération pour cause de dépassement du délai de 7 jours. Il est donc indiqué de préciser que l'inculpé devra formuler la demande de renvoi devant une chambre à trois juges au moment où le juge d'instruction décerne le mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

Voir:

Documents du Sénat:

2-348/2 - 1999/2000:

N° 1: Projet transmis par la Chambre des représentants.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

17 MAART 2000

Wetsontwerp tot wijziging van de rechterlijke organisatie ten gevolge van de invoering van een procedure van onmiddellijke verschijning

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEER VAN QUICKENBORNE

Art. 4

In de voorgestelde wijziging van artikel 91 van het Gerechtelijk Wetboek, 2^o, de woorden « voor zijn eerste verhoor door de rechter ten gronde » vervangen door de woorden « bij het uitvaardigen van een bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning door de onderzoeksrechter ».

Verantwoording

De huidige tekst bepaalt dat de verdachte het verzoek tot verwijzing naar een kamer met drie rechters kan formuleren voor zijn eerste verhoor door de feitenrechter. Dat betekent een sabotage van heel het systeem van bevel tot aanhouding met het oog op onmiddellijke verschijning (BAOV): als hij voor de feitenrechter de verwijzing kan vragen, kan de zaak uiteraard diezelfde dag niet meer worden behandeld door drie rechters. Dit zal waarschijnlijk zijn invrijheidsstelling meebrengen wegens overschrijding van de termijn van zeven dagen. Daarom is het aangewezen te vermelden dat de verdachte het verzoek tot verwijzing naar een kamer met drie rechters moet formuleren bij het uitvaardigen van het BAOV door de onderzoeksrechter.

Zie:

Stukken van de Senaat:

2-348/2 - 1999/2000:

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

N° 2 DE M. VAN QUICKENBORNE

Art. 4bis (nouveau)

Insérer un article 4bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 4bis. — Dans l'article 92, § 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 3 août 1992, il est ajouté un 7^o, rédigé comme suit :

« 7^o les affaires en matière répressive dans lesquelles le prévenu, convoqué devant le tribunal correctionnel dans le cadre d'une procédure en comparution immédiate au sens de l'article 216quinquies du Code d'instruction criminelle, a formulé une demande de renvoi devant une chambre composée de trois juges. »

Justification

L'on ne sait pas clairement si l'actuel article 92, § 1^{er}, 4^o, du Code judiciaire s'applique également au mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate. Afin de lever toute incertitude, nous préférons compléter cet article par un nouvel alinéa mentionnant expressément le mandat d'arrêt en vue de comparution immédiate.

N° 3 DE MME NYSSSENS

Art. 1^{er} à 7**Supprimer ces articles.**

Justification

Pour les raisons expliquées lors des exposés généraux, nous ne pouvons soutenir les projets de loi qui nous sont présentés. Nous demandons dès lors leur retrait. À titre subsidiaire, nous avons préparé une série d'amendements.

N° 4 DE MME NYSSSENS

(Amendement subsidiaire à son amendement n° 3)

Chapitre IIbis (nouveau)

Insérer un chapitre IIbis (nouveau), libellé comme suit :

« Chapitre IIbis

Disposition modifiant la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Art. 4bis. — L'article 43, § 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire est complété par ce qui suit :

« À titre temporaire, du 1^{er} mars 2000 au 1^{er} mars 2005, l'exigence selon laquelle les deux tiers de

Nr. 2 VAN DE HEER VAN QUICKENBORNE

Art. 4bis (nieuw)

Een artikel 4bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 4bis. — In artikel 92, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1992, wordt een 7^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 7^o de strafzaken waarin de beklaagde opgeroepen voor de correctionele rechtbank in het kader van een procedure tot onmiddellijke verschijning zoals bedoeld in artikel 216quinquies van het Wetboek van strafvordering, een verzoek tot verwijzing naar een kamer met drie rechters heeft geformuleerd. »

Verantwoording

Het is onduidelijk of het huidige artikel 92, § 1, 4^o, van het Gerechtelijk Wetboek ook van toepassing is inzake de BAOV. Om alle twijfel weg te werken, opteren wij ervoor om dat artikel aan te vullen met een nieuw lid, waarin de BAOV uitdrukkelijk wordt vermeld.

Vincent VAN QUICKENBORNE.

Nr. 3 VAN MEVROUW NYSSSENS

Art. 1 tot 7

Deze artikelen doen vervallen.

Verantwoording

Om redenen die in de algemene uiteenzettingen zijn aangehaald, kunnen wij de ons voorgelegde wetsontwerpen niet steunen. Bijgevolg verzoeken wij om hun intrekking. Ter vervanging hebben wij een reeks amendementen voorbereid.

Nr. 4 VAN MEVROUW NYSSSENS

(Subsidiair amendement op haar amendement nr. 3)

Hoofdstuk IIbis (nieuw)

Een hoofdstuk IIbis (nieuw) invoegen, luidende :

« Hoofdstuk IIbis

Bepaling betreffende de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Art. 4bis. — Artikel 43, § 5, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken wordt aangevuld als volgt :

« Van 1 maart 2000 tot 1 maart 2005 wordt de eis dat twee derde van alle magistraten van de rechtbank

l'ensemble des magistrats du tribunal de première instance, tant au siège qu'au parquet, doivent justifier la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise est suspendue. Les magistrats qui peuvent justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise seront nommés en priorité. À défaut de magistrats satisfaisant à cette exigence, il sera tenu compte exclusivement des nécessités du service. » »

Justification

L'application de la nouvelle procédure, et son succès, va dépendre des moyens, tant humains que matériels, qui y seront affectés. Vu la situation dramatique des juridictions bruxelloises, et plus particulièrement du tribunal de première instance, qui connaissent un manque d'effectifs flagrant, découlant d'une législation linguistique obsolète, il est à craindre que la nouvelle procédure ne pourra y être appliquée, sera la cause de nouveaux dysfonctionnements ou se fera au détriment d'autres missions importantes.

En effet, l'article 43, § 5, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire dispose que les tribunaux de première instance, de commerce et du travail, dont le siège est établi à Bruxelles, ainsi que les parquets près ces tribunaux comprennent au moins un tiers de magistrats justifiant de la connaissance de la langue française par leur diplôme et au moins un tiers justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise par leur diplôme. Pour le dernier tiers, la langue du diplôme requise est fixée selon le nombre de chambres qui connaissent des affaires respectivement en français et en néerlandais. Le nombre de chambres du tribunal est déterminé par le président de la juridiction en fonction du nombre d'affaires qui y sont traitées.

En outre, l'article prescrit que deux tiers de l'ensemble des magistrats doivent justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise. Les magistrats ne peuvent cependant traiter les causes que dans la langue de leur diplôme. La preuve du bilinguisme des magistrats est organisée par une loi. Il est de notoriété publique que l'examen auquel le magistrat doit satisfaire pour être considéré comme bilingue légal est extrêmement difficile.

Ce quota de deux tiers de bilingues de haut niveau n'a jamais pu être atteint depuis 1935. Il apparaît clairement que l'exigence d'un tel quota, non seulement n'est pas utile puisque le juge bruxellois comme ses collègues dans les autres arrondissements judiciaires du pays siège uniquement dans la langue de son diplôme, mais, plus grave, est source, depuis quelques années, de manque structurel de magistrats tant francophones que néerlandophones dans les juridictions de Bruxelles (il est intéressant de relever que la non-réussite de l'examen n'est pas un problème spécifiquement francophone puisque le taux de réussite dans le chef des candidats bilingues légaux est comparable, proportionnellement, du côté francophone (9 réussites sur 25) et du côté néerlandophone (8 réussites sur 20), selon des chiffres cités par le ministre de la Justice en commission de la Justice, le 14 septembre dernier) et fait par conséquent obstacle à une correcte et efficace administration de la justice, au détriment du justiciable.

Le justiciable, tant francophone que néerlandophone, comparant devant une juridiction bruxelloise se trouve, du fait du maintien de ce quota de deux tiers de bilingues de haut niveau, dans une situation très problématique. Alors que de très gros efforts ont été consentis pour améliorer la manière dont la justice est rendue et que le cadre de toutes les juridictions a été revu pour être adapté aux attentes légitimes des citoyens en matière de justice, l'augmentation du cadre bruxellois reste lettre morte puisque ce dernier n'est adapté que sur papier.

van eerste aanleg, zowel van de zetel als van het parket, blijk moeten geven van de kennis van de Nederlandse en van de Franse taal, tijdelijk opgeschort. De magistraten die blijk geven van de kennis van de Nederlandse en de Franse taal, worden bij voorrang benoemd. Zijn er geen magistraten die aan deze eis voldoen, dan wordt uitsluitend rekening gehouden met de behoeften van de dienst. » »

Verantwoording

De succesvolle toepassing van de nieuwe procedure zal afhangen van de mensen en de materiële middelen die ervoor worden ingeschakeld. Gezien de dramatische situatie in de Brusselse rechtscolleges — vooral in de rechtbank van eerste aanleg — waar het gebrek aan personeel vanwege een achterhaalde taalwetgeving zeer flagrant is, valt te vrezen dat de nieuwe procedure niet toegepast zal kunnen worden, zal leiden tot nieuwe disfuncties of ten koste zal gaan van andere belangrijke taken.

Artikel 43, § 5, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken bepaalt dat de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel die hun zetel hebben te Brussel, evenals de parketten van die rechtbanken, ten minste een derde magistraten moeten tellen die door hun diploma bewijzen dat zij voldoende Nederlands kennen, alsook een derde magistraten die door hun diploma bewijzen dat zij het Frans voldoende machtig zijn. Voor dat laatste derde wordt de vereiste taal van het diploma afhankelijk gemaakt van het aantal kamers dat respectievelijk zaken in het Nederlands en in het Frans moet behandelen. Het aantal kamers per rechtbank wordt door de voorzitter vastgesteld op grond van het aantal behandelde zaken.

Voorts bepaalt dat artikel nog dat twee derde van alle magistraten het bewijs moet leveren Nederlands en Frans te kennen. Niettemin mogen de magistraten de rechtszaken alleen maar in de taal van hun diploma behandelen. Het tweetaligheidsbewijs voor magistraten wordt bij een wet geregeld. Het is genoegzaam bekend dat de magistraten moeten slagen voor een aartsmoeilijk examen om wettelijk als tweetalig te worden beschouwd.

Dat quotum van twee derde zeer goed tweetalige magistraten is sinds 1935 nog nooit bereikt. Een dergelijk quotum dient hoegenaamd nergens toe, aangezien Brusselse rechters net als hun collega's in andere gerechtelijke arrondissementen alleen maar in de taal van hun diploma zitting houden. Erger nog is evenwel het feit dat de Brusselse rechtbanken wegens die vereiste sinds enkele jaren met een structureel tekort aan zowel Nederlandstalige als Franstalige magistraten zijn opgezadeld (vermeldenswaard is dat het lage slaagcijfer geen specifiek Franstalig probleem is, tenminste als men er de cijfers op naslaat die de minister van Justitie op 14 december 1999 in de commissie voor de Justitie heeft vernoemd. Het slaagcijfer aan Nederlandstalige kant bedraagt 8 op 20, dat aan Franstalige kant 9 op 25, wat proportioneel neerkomt op zowat hetzelfde aantal wettelijk tweetaligen aan beide kanten). Een en ander staat een correcte en doeltreffende rechtsbedeling in de weg, wat dan weer de rechtzoekende niet ten goede komt.

De handhaving van dat quotum van twee derde zeer goed tweetalige magistraten is bijzonder nadelig voor zowel Nederlandstalige als Franstalige rechtzoekenden die voor een Brusselse rechtbank moeten verschijnen. Er zijn grote inspanningen geleverd om de rechtsbedeling te verbeteren en de personeelsformatie van alle rechtbanken is aangepast aan de billijke verwachtingen die de burgers jegens het gerechtelijke apparaat koesterden. Alleen in Brussel bleef die uitbreiding van de personeelsformatie dode letter, aangezien de aanpassing alleen maar op papier heeft plaatsgevonden.

Cette situation qui perdure depuis quelques années s'est transformée en état de crise. Ainsi, au tribunal de première instance, des centaines de causes civiles tant néerlandophones que francophones ne sont plus fixées même si les avocats les ont préparées: elles sont stockées dans des armoires! Cette situation est intenable. Elle est source de discrimination puisque les citoyens qui s'adressent aux juridictions des arrondissements judiciaires proches de la capitale voient leurs causes examinées dans des délais raisonnables, ce qui n'est pas le cas à Bruxelles.

Étant donné que l'on a considéré, sur base d'un arrêt rendu par le Conseil d'État, que ces prescriptions légales sont d'ordre public et qu'il ne peut y être dérogé, même dans le souci d'assurer la continuité du service, qu'il en résulte un blocage des nominations dans l'attente de candidats justifiant du bilinguisme légal, que la situation s'aggrave depuis des années, que le projet déposé par le précédent gouvernement n'a pas abouti, que l'article 43, § 5, de la loi du 15 juin 1935, tel qu'il est actuellement rédigé, est source d'un manque structurel de magistrats dans les juridictions de Bruxelles et constitue une entrave réelle au fonctionnement de la justice dans la capitale, il importe donc de modifier cette législation sans attendre.

Si le quota de deux tiers est trop élevé, il n'est pas contestable que le bilinguisme de certains magistrats siégeant à Bruxelles est nécessaire. Cela va de soi pour les fonctions de chefs de corps. Quant aux hypothèses où un magistrat est légalement autorisé à poursuivre l'examen d'une cause dans une langue qui n'est plus celle de son diplôme, la pratique des tribunaux bruxellois laisse apparaître que ces cas sont très limités (0,072% selon certains calculs).

Dans cette optique, et pour répondre à ces besoins, une proportion d'un tiers de magistrats bilingues légaux apparaît suffisante.

Cependant, si la majorité persiste dans son refus de modifier l'article 43, § 5, de la loi de 1935, nous proposons au moins qu'elle soutienne une modification temporaire de cette disposition. Une telle mesure de «crise», limitée au tribunal de première instance de Bruxelles, qui suspendrait pendant quelques années l'exigence des deux tiers de magistrats qui doivent justifier la connaissance de la langue française et néerlandaise, permettrait enfin de remplir le cadre. La priorité serait donnée aux candidats bilingues. À défaut, le ministre procéderait à des nominations dans un «cadre extraordinaire», selon les nécessités du service.

L'adoption d'un projet de loi relatif à la comparution immédiate ne nous semble pas concevable s'il n'est accompagné d'une modification législative permettant de remplir les cadres bruxellois.

N° 5 DE MME NYSSSENS

(Amendement subsidiaire à son amendement n° 3)

Art. 4

Remplacer cet article par ce qui suit:

«Art. 4. — À l'article 92, § 1^{er}, du même Code est ajouté un 7^o, rédigé comme suit:

«7^o les procédures de comparution immédiate prévues à l'article 216quinquies du Code d'instruction criminelle.»

Die toestand sleept nu al enkele jaren aan en heeft zo stilaan de omvang van een crisis aangenomen. Voor honderden zowel Nederlandstalige als Franstalige burgerlijke zaken wordt op de rechtbank van eerste aanleg zelfs niet langer een rechtsdag bepaald, ook al hebben de advocaten ze voorbereid. De kasten puilen gewoon uit van de dossiers! Die toestand is onhoudbaar. Bovendien geeft een en ander aanleiding tot discriminatie, want burgers uit gerechtelijke arrondissementen in de nabijheid van de hoofdstad kunnen rekenen op een rechtsbedeling binnen een redelijke termijn, terwijl rechtzoekenden uit Brussel daarvan verstoken blijven.

Thans gaat men er op grond van een door de Raad van State uitgebracht advies van uit dat die wettelijke voorschriften van openbare orde zijn en dat er niet van mag worden afgeweken — zelfs niet om de continuïteit van de dienstverlening te garanderen. In afwachting dat wettelijk tweetalig bevonden kandidaten zich aanmelden, wordt derhalve niemand meer benoemd. Bovendien verslechtert de toestand al jaren, is een terzake door de vorige regering ingediend wetsontwerp uiteindelijk geen wet geworden, en leidt de thans geldende formulering van artikel 43, § 5, van de wet van 15 juni 1935, tot een structureel tekort aan magistraten bij de Brusselse rechtbanken, waardoor de werking van het gerecht in de hoofdstad sterk wordt belemmerd. Om al die redenen moet de wetgeving terzake onverwijld worden aangepast.

Dat het quotum van twee derde te hoog ligt, neemt niet weg dat sommige magistraten van Brusselse rechtbanken tweetalig moeten zijn. Dat is met name vanzelfsprekend voor de korpschefs. Uit de praktijk in de Brusselse rechtbanken blijkt dat het slechts zelden gebeurt (volgens sommige berekeningen in 0,072% van de gevallen) dat een magistrat wettelijk wordt gemachtigd een zaak voort te behandelen in een taal die niet met die van zijn diploma overeenstemt.

In het licht daarvan en teneinde de thans heersende noden te lenigen, lijkt een verhouding van een derde wettelijk tweetalige magistraten voldoende.

Als de meerderheid evenwel blijft weigeren om artikel 43, § 5, van de wet van 1935 te wijzigen stellen wij voor dat zij ten minste instemt met een tijdelijke wijziging van deze bepaling. Deze «crisismaatregel» blijft beperkt tot de rechtbank van eerste aanleg van Brussel en heft voor enkele jaren het vereiste op dat tweede derde van de magistraten hun kennis van het Frans en het Nederlands kunnen bewijzen. Zo zou de personeelsformatie eindelijk volledig bezet raken. Voorrang wordt verleend aan tweetalige kandidaten. Bij gebrek daaraan gaat de minister over tot benoemingen in een «buitengewone formatie», volgens de noden van de dienst.

De goedkeuring van het wetsontwerp over de procedure van onmiddellijke verschijning lijkt ons ondenkbaar zonder een wetswijziging die het mogelijk maakt om de personeelsformaties van de Brusselse rechtscollèges op te vullen.

Nr. 5 VAN MEVROUW NYSSSENS

(Subsidiair amendement op haar amendement nr. 3)

Art. 4

Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 4. — Artikel 92, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 7^o, luidende:

«7^o de procedures van onmiddellijke verschijning als bedoeld in artikel 216quinquies van het Wetboek van strafvordering.»

Justification

Il apparaît important de prévoir la collégialité au niveau du jugement du fond dans la mesure où la nouvelle procédure, dérogatoire au droit commun, devrait entraîner une accélération du traitement des dossiers et donc une augmentation du risque d'erreurs. Par ailleurs, il est ressorti clairement des auditions qui ont été organisées que la chambre à trois juges qui statue de manière systématique dans ce domaine est considérée en France comme un élément essentiel du système. Nous demandons donc que l'on prévoie systématiquement des chambres à trois juges pour les procédures de comparution immédiate, comme c'était le cas dans le projet de loi qui a été transmis au Conseil d'État.

N° 6 de MME NYSSENS

(Amendement subsidiaire à son amendement n° 3)

Art. 7

Supprimer cet article.

Justification

Il n'y a pas de raison de déroger à la règle normale selon laquelle une loi entre en vigueur le dixième jour qui suit la publication au *Moniteur belge*, sauf précision contraire.

N° 7 de MME NYSSENS

(Amendement subsidiaire à son amendement n° 3)

Art. 5bis (nouveau)

Insérer un article 5bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 5bis. — Une section 6bis, libellé comme suit, est insérée dans le chapitre II, titre 1^{er}, livre premier, du même Code :

« Section 6bis. — Il y a dans chaque tribunal de première instance un service de médecins-experts reconnus, lequel assure les permanences nécessaires au déroulement de la procédure de comparution immédiate visée à l'article 216quinquies du Code d'instruction criminelle. »

Verantwoording

Het blijkt van belang te voorzien in een college van feitenrechters aangezien de nieuwe procedure, doordat ze afwijkt van het gemeenrecht, tot een snellere afwikkeling van de dossiers zou moeten leiden en bijgevolg mogelijk tot een toenemend aantal fouten. Overigens is uit de georganiseerde hoorzittingen duidelijk gebleken dat de kamer met drie rechters die stelselmatig uitspraak doet in die aangelegenheden, in Frankrijk als een onmisbaar onderdeel van de regeling wordt beschouwd. Wij vragen derhalve dat voor de procedure van onmiddellijke verschijning systematisch wordt voorzien in kamers met drie rechters, zoals was bepaald in het voorontwerp van wet dat aan de Raad van State is overgezonden.

Nr. 6 VAN MEVROUW NYSSENS

(Subsidiair amendement op haar amendement nr. 3)

Art. 7

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Er is geen reden om af te wijken van de normale regel dat een wet in werking treedt op de tiende dag na die waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, tenzij dit anders bepaald is.

Nr. 7 VAN MEVROUW NYSSENS

(Subsidiair amendement op haar amendement nr. 3)

Art. 5bis (nieuw)

Een artikel 5bis (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 5bis. — In hoofdstuk II, titel I, eerste boek, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 6bis ingevoegd, luidende :

« Afdeling 6bis. — In elke rechtbank van eerste aanleg is er een dienst van erkende medische experts, die de wachtdiensten bemannen die nodig zijn voor de procedure van onmiddellijke verschijning als bedoeld in artikel 216quinquies van het Wetboek van strafvordering. »

Justification

Pour assurer la mise en œuvre correcte de la nouvelle procédure et assurer un examen médical rapide des victimes, il convient de prévoir un service de médecins-experts auprès de chaque tribunal de première instance. Ce système existe en France et constitue un maillon indispensable de la «chaîne de production» de la procédure de comparution immédiate.

Clotilde NYSSENS.

N° 8 DE M. VANDENBERGHE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 4

Remplacer le 2^o par le texte suivant :

« 2^o L'alinéa suivant est inséré entre le sixième et le septième alinéa :

« Si le procureur du Roi requiert un mandat d'arrêt en vue de la comparution immédiate du prévenu, conformément à l'article 216quinquies, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction, avant de se prononcer sur le mandat d'arrêt, demande au prévenu s'il souhaite le renvoi devant une chambre à trois juges. »

Justification

En autorisant la demande de comparaître devant une chambre à trois juges jusqu'au moment où l'affaire est sur le point d'être examinée quant au fond, on vide la procédure accélérée de sa substance et on laisse la porte ouverte aux abus. De plus, il n'est pas inimaginable de voir se produire des situations dans lesquelles deux juges qui n'ont pas pu prendre connaissance de l'affaire seront invités à se prononcer sur celle-ci.

N° 9 DE M. VANDENBERGHE ET MME DE SCHAMPHELAERE

Art. 5

Compléter cet article comme suit :

« 7^o un supplément de traitement de 105 000 francs aux juges et aux substituts du procureur du Roi qui, conformément à l'article 43quinquies de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ont fourni la preuve de leur connaissance de l'autre langue. »

Justification

En vertu de l'article 5 proposé, les juges de complément ainsi que les substituts du procureur du Roi de complément bénéficient d'un supplément de traitement.

Verantwoording

Om een correcte toepassing van de nieuwe procedure mogelijk te maken en de slachtoffers zo snel mogelijk medisch te kunnen onderzoeken, dient er bij elke rechtbank van eerste aanleg een dienst van medische experts opgericht te worden. Dit systeem bestaat in Frankrijk en vormt een onmisbare schakel in de «productieketen» van de procedure van onmiddellijke verschijning.

Nr. 8 VAN DE HEER VANDENBERGHE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 4

Het 2^o vervangen als volgt :

« 2^o Het volgende lid wordt tussen het zesde en het zevende lid ingevoegd :

« Wanneer de procureur des Konings een bevel tot aanhouding vordert met het oog op de onmiddellijke verschijning van de verdachte overeenkomstig artikel 216quinquies, § 1, van het Wetboek van strafvordering, vraagt de onderzoeksrechter, voor hij zich over het bevel tot aanhouding uitspreekt, aan de verdachte of hij de verwijzing naar een kamer met drie rechters wenst. »

Verantwoording

Door de vraag om te verschijnen voor een kamer met drie rechters toe te laten tot op het ogenblik dat de zaak op het punt staat ten gronde te worden behandeld, wordt de snelrechtprocedure uitgehold en staat ze open voor misbruik. Situaties waarbij twee rechters, die geen kennis hebben kunnen nemen van de zaak, zullen geroepen worden om zich uit te spreken zijn bovendien niet ondenkbaar.

Nr. 9 VAN DE HEER VANDENBERGHE EN MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Art. 5

Dit artikel aanvullen als volgt :

« 7^o een weddebijslag van 105 000 frank aan de rechters en substituut-procureurs des Konings die overeenkomstig artikel 43quinquies van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken het bewijs hebben geleverd van de kennis van de andere taal. »

Verantwoording

Krachtens het voorgestelde artikel 5 krijgen toegevoegde rechters en toegevoegde substituut-procureurs des Konings een weddebijslag.

Il n'est pas tenu compte des juges et des substituts de complément dans le calcul de la répartition linguistique au sein du cadre du tribunal de première instance de Bruxelles. En pratique, cela signifie que ces juges et substituts de complément seront unilingues.

Comme les juges et substituts de complément vont être rémunérés davantage que leurs collègues (bilingues) « ordinaires », il n'y aura plus de motivation pour participer à l'examen linguistique, qui est difficile. La nouvelle disposition est donc néfaste pour la répartition linguistique au sein du tribunal de Bruxelles.

C'est pourquoi il y a lieu d'octroyer un supplément de traitement au moins équivalent aux juges et substituts du procureur du Roi bilingues.

Met de toegevoegde rechters en substituten wordt geen rekening gehouden voor het berekenen van de taalverhouding binnen het kader van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. In de praktijk komt dit erop neer dat deze toegevoegde rechters en substituten eentalig zullen zijn.

Vermits nu de toegevoegde rechters en substituten meer zullen gaan verdienen dan hun « gewone » (tweetalige) collega's, zal men niet meer gemotiveerd zijn om deel te nemen aan het zware taal-examen. De nieuwe bepaling is dan ook nefast voor de taalverhoudingen binnen de Brusselse rechtbank.

Daarom dient er minstens een gelijkaardige weddebijslag te worden toegekend aan tweetalige rechters en substituut-procureurs des Konings.

Hugo VANDENBERGHE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.